



Message de soutien aux travailleurs de Fibre excellence en lutte pour l'emploi

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France apporte son soutien fraternel et de classe aux salariés de Fibre Excellence en lutte pour l'emploi, pour conserver l'outil de production.

Le capitalisme en crise ne peut et veut régler les problèmes qu'en s'en prenant au travail vivant. Ainsi comme dans nombre d'entreprises en France, lorsque celles-ci font face à des difficultés n'ont aucun scrupule à liquider des emplois, des usines. Ainsi dans le système capitaliste, du fait de la propriété privée des moyens de productions (usines etc.) seuls les dirigeants décident, et décident de tout !

Les travailleuses et travailleurs de certaines entreprises ont de très longues années de travail collectif, beaucoup d'investissements personnels et de vie sociale en entreprise. Ce tissu social est démantelé par les licenciements, par les fermetures d'usines. Et c'est le cas pour ceux qui travaillent à Fibre Excellence à Saint-Gaudens et Tarascon, avec successivement 270 et 275 salarié-e-s, que par un euphémisme déconscientisant sont appelés « collaborateurs », qui savent la faire fonctionner car sur la chaîne de production il n'y a aucun des dirigeants capitalistes mais au bout du « process » ces derniers empochent les profits, les dividendes. Ce savoir-faire doit être conservé par tout moyen de lutte. Ce groupe a une capacité de production de pâte à papier marchande de 550000 tonnes par an, la production moyenne annuelle de papier se situe à 280000 tonnes. Elle gère aussi un parc forestier aux travers d'une entité dotée de 15 ingénieurs et techniciens disposant du statut de « Gestionnaire forestier professionnel » en lien avec 4000 propriétaires, gérant 24000 hectares. Fibre Excellence récolte (sic) durablement la ressource forestière auprès des propriétaires forestiers via « SEBSO » (société d'exploitation des bois du sud ouest), dans plus de 35 départements du sud.

A ce stade, sachant que le reste du groupe monopoliste dans le secteur papier cellulose reste excédentaire et que les dirigeants ne s'attaquent qu'au salariat, même si l'État au travers du gouvernement bourgeois veut imposer la baisse du prix de l'énergie, ce sont aux dirigeants capitalistes de Fibre Excellence de mettre la main à leurs poches pour pérenniser le site et le maintien intégral des emplois ! Les fautes de gestion, les erreurs stratégiques des dirigeants capitalistes ne doivent pas impacter les salarié-e-s du monopole. De même, alors qu'il est impératif de développer les sciences et techniques de fabrication, pour mieux produire, sans fatigue pour les salarié-e-s, ni dégrader l'environnement, les capitalistes, dirigeants et actionnaires, préfèrent mettre le fruit du travail de leurs salariés dans des placements plus juteux, où dans d'autres entités économiques afin que ça leur rapportent plus et plus vite.

Combien d'emplois indirects seront durablement impactés ?

Les manifestations réussies ont démontré la détermination à conserver et le site de production et tous les emplois. Le CIRI rattaché au ministère de l'Économie serait en train de négocier la question de l'approvisionnement en bois, et une nouvelle tarification du rachat de l'électricité par EDF. Partout à tous les stades de la production, de la matière première aux produits semi-finis ou finis, s'incrument la spéculation et le profit capitaliste, profit non pour améliorer l'outil de production et augmenter les salaires ou réduire le temps de travail ou embaucher, mais pour faire du capital mort (non productif).

Seule la lutte est payante

Pour notre Parti, toute négociation doit être à la fois suivie de près par les travailleurs et leurs syndicats, et en même temps, en gardant la main sur l'outil de production et les stocks, pour faire pression sur les dirigeants de Fibre Excellence. C'est ce que firent les ex-Fralib en occupant l'usine de Gémenos durant 1336 jours : ils ont gagné ! Le plan à 150 millions que propose l'État bourgeois pour sauver Fibre Excellence doit inclure le maintien de tous les emplois et être payé par les dirigeants et actionnaires. Cela influencerait une clause contestable à savoir l'abandon des dettes publiques (alors qu'on nous assomme avec la Dette publique) et celle sociale (sic !). Que va faire l'actionnaire majoritaire ? Qui va lui imposer le maintien des sites et de tous les emplois, sachant que dans toute entreprise privée seuls les actionnaires décident de tout ? Attendre de sa bonne volonté, qu'il prenne ses responsabilités, qu'il apporte des fonds sans rapport de force réel et durable est dangereux pour les salariés.

En France en 2025 se sont plusieurs centaines de PSE, pudiquement nommés plan de sauvegarde des

emplois, mais qui ne sont que des plans de sauvetage des employeurs. Selon la CGT sous les mandats de Barnier, Bayrou et Lecornu, pas moins de 830 pse. Mais contrairement aux confédérations notre analyse veut démontrer que la responsabilité repose, du fait de la propriété privée des entreprises, aux seuls dirigeants capitalistes, avec le soutien de l'État capitaliste, ni neutre ni au dessus des classes. A ce sujet, comment la présidente PS Delga, de la région Occitanie, peut-elle octroyer 200 millions aux industries locales d'armement, aux détriments des besoins de la population (crèches, écoles, transports etc.) et exiger d'EDF d'acheter à Fibre Excellence le mégawatt, plus cher à hauteur de 250€, dont nous savons que ça impactera les consommateurs ? Son parti est un fidèle soutien aux capitalisme-impérialisme français, mais n'est sûrement pas un soutien fiable aux revendications ouvrières.

Nous devons être clair envers tous les salariés : le gouvernement, au service des monopoles, ne s'en prendra pas à la propriété privée des usines. Son rôle est de leur distribuer des subventions publiques afin de rester "compétitifs" face à la concurrence et de préserver le système d'exploitation capitaliste. Outre la propriété privée, une autre caractéristique du système capitaliste, c'est la concurrence et l'anarchie de la production qui lui est liée. Des millions de travailleurs travaillent en inter-action produisant des biens matériels, destinés à la vente, et la valeur de cette production (richesses) est captée par les capitalistes, actionnariat en tête.

Dans notre pays, il est prouvé qu'un salarié paie son salaire journalier au bout de 2h30, pour les femmes c'est encore plus tôt, et le reste de la journée est du travail gratuit au profit du patronat.

Avec environ 10000 emplois menacés et 124 usines qui risquent de licencier, et ou de disparaître l'horizon social pour la classe ouvrière s'avère sombre. Nous pensons que la lutte doit en premier lieu se manifester par la main-mise sur l'outil de production et les stocks : c'est un moyen qui permet de mettre une véritable pression économique sur les dirigeants capitalistes, et sur l'État bourgeois. Nous alertons aussi sur la mystification que sont les concepts bourgeois des « dialogue social » et « partenariat social » qui imposent aux salarié-e-s de négocier sur les positions des patrons et actionnaires capitalistes lesquels ne recherchent qu'à conserver leurs profits, et, de fait constituent un piège mortel pour les travailleurs. Le peuple-travailleur doit croire en son propre pouvoir et opérer la pleine libération des forces ouvrières et populaires.

Nous avons apporté notre soutien fraternel et de classe à de nombreuses luttes ouvrières et il en ressort que, du fait des positions des partis réformistes (ils veulent changer les choses qu'après d'hypothétiques victoires électorales) et des positions d'aménagement du capitalisme de la part des directions syndicales, les luttes ont été majoritairement défaites, les rares victoires que nous avons saluées, restent provisoires. Le capitalisme ne sera jamais « humain » car sa loi fondamentale est la loi du profit maximum et le plus vite possible. Les capitalistes en France, avec près de 3 millions de millionnaires, ne sont pas dans la gêne : les fortunes des 500 familles les plus riches ont triplé en dix ans pour atteindre les 1500 milliards € qui sont en abîme avec les 8,5 millions de personnes (13%) issues de la classe ouvrière et des couches populaires qui ne peuvent vivre décemment et parmi les travailleurs actifs combien ne sont-ils pas pris à la gorge par l'inflation, non jugulée, et leurs salaires non revalorisés ou rabaissés ? Ce n'est pas propre à Macron et Lecornu mais sous le mandat du 1er cette polarisation s'accroît.

Les salariés ont un pouvoir : bloquer la production pour porter plus haut leurs revendications !

Notre Parti Communiste Révolutionnaire de France a lancé une campagne nationale intitulée « Accusons le capitalisme », sur des thèmes comme « contre la vie chère » et « pour nos emplois » (<https://viechere.wordpress.com/> et <https://nosemplois.wordpress.com/>), avec comme objectif, d'une part, de lier les revendications quotidiennes de la classe ouvrière à la nécessité du renversement révolutionnaire du capitalisme allié à celle de la construction du Socialisme-Communisme, et, d'autre part, de rassembler toutes les victimes du capitalisme autour de mots d'ordre comme « *nationalisation sans indemnisation avec contrôle ouvrier des monopoles qui cassent l'emploi* » « *pour l'augmentation générale des salaires* », « *pour la baisse des prix des biens de consommation courante en tapant dans les coffres-forts et les profits des monopoles de la grande distribution et de l'énergie* », « *tous en CDI avec baisse du temps de travail, hausse des salaires, égalité salariale femmes-hommes et retraite à 55/60 ans* », etc.

Très fraternellement,

la Commission ouvrière et entreprises du **P**arti **C**ommuniste **R**évolutionnaire de **F**rance

Notre site, nos liens, notre adresse

PCRF : www.pcrf-ic.fr Mail de contact: ic.pcrf@gmail.com

PCRF Commission ouvrière et entreprise: pcrfcommissionouvriere@gmail.com

TV Rouge IC : www.youtube.com/channel/UCoyBtYYDy0MuqfR_P_-CVYQ

Jeunesse : www.unionjc.fr/

ACE: <https://www.eurcomact.org/>

Adresse PCRF : Les Amis d'Oulianov – BP 40084 75862 Paris Cedex 18